LE BULLETIN MENSUEL AVRIL 2023

I. Introduction :

En ce mois d'avril 2023, un total de vingt-cinq (25) incidents en rapport avec la sécurité humaine ont été enregistrés dans le recensement mensuel des indicateurs du système d'alerte précoce du consortium ROSE - WANEP-Guinée à travers les thématiques : ***<< Crimes/Extrémisme violent ; Démocratie et Gouvernance ; Environnement et la dimension Femmes, Paix et Sécurité >>,*** ceux-ci contre quarante-neuf (49) incidents signalés en mars 2023. Le nombre cumulé de décès est de 20 personnes et 20 blessées[1]. La thématique démocratie et gouvernance au nombre de 11 incidents a fait 13 morts et 18 blessés représentant le nombre le plus élevé en termes d'indicateurs touchés et de mort. Ce présent rapport fournit une analyse des défis de la situation sociopolitique, économique et sécuritaire de la Guinée en avril 2023 avant de faire des recommandations aux décideurs et acteurs concernés.

II. Crimes/extrémisme violent :

Dans le recensement mensuel des indicateurs liés à la thématique crimes/extrémisme violent, un total de 07 incidents dont deux (02) cas d'assassinats /homicides, un (01) cas de suicide, un (01) cas d'enlèvement et trois (03) cas de trafics de drogue ont été signalés à travers le pays. Ces incidents ont fait un total de deux (02) morts.

Cette thématique a été marquée au cours du mois d'avril 2023 par des saisies importantes de drogues (cocaïne, chanvre indien) et des produits pharmaceutiques toxiques. Au total 1,774 kg de cocaïne ont été saisie dans deux (02) opérations distinctes selon les responsables des services spéciaux, de la lutte contre la drogue et le crime organisé. La première a été effectuée dans la nuit du lundi 03 avril au poste de control frontalier de N'zoo, une localité située à la frontière entre la République de Guinée et la République de Cote d'Ivoire. Une jeune fille âgée d'une vingtaine d'années, en possession de deux (02) Kg de cocaïne dissimulée dans des plaquettes à bord d'un véhicule de marque Land Cruiser en provenance de la capitale Conakry pour la République de Côte d'ivoire a été interpelée par les agents de la douane basé à ce poste frontalier. Aux dernières nouvelles, la présumée suspect et son colis ont été déféré devant le Tribunal de Première Instance de N'Nzérékoré pour la suite des enquêtes. Ensuite, un navire battant pavillon Sierra Léonais à son bord 1. 572 kg de cocaïne été saisi par les agents de la

[1] Source: WANEP National Early Warning System (NEWS) www.wanep.org/news/

Brigade des unités flottantes de la Marine Nationale basée au port autonome de Conakry. L'information a été rendue publique par le Ministère de la Défense Nationale au cours d'une présentation devant la presse nationale.

Pour lutter efficacement contre ce fléau dans le pays, une opération menée par les agents des services spéciaux, de la lutte contre le grand banditisme et le crime organisé a permis de démanteler un réseau de trafic de drogue dans le district de Benna une localité située dans la préfecture de Forécariah. Selon le Directeur Général des services spéciaux, un présumé suspect en possession de 152 kg de chanvre indien a été mis aux arrêts et remis à la disposition des autorités compétentes. Il a enfin affirmé que cette saisie est le fruit d'une opération conjointe, conduite par ses services et les services de renseignements basés au niveau de la bande frontalière entre la République de Guinée et la République sœur de la Sierra Leone.

Au titre des cas d'assassinats/homicides, deux (02) personnes ont été assassinées en 48 heures par des bandits armés dans la commune urbaine de Kindia. Le premier a été signalé dans la nuit du lundi 18 avril 2023 au quartier Tafory Gangan où un jeune homme, âgé d'une trentaine d'années a été tué par des inconnus armés au cours d'une opération de vol à main armé. Deux (02) jours après, le second a été tué à bout portant par des inconnus armés dans les conditions similaires au quartier Sambaya situé dans la commune urbaine de Kindia. Selon des témoignages, la victime a été abattue par ses bourreaux lors qu'elle a voulu alerter les populations sur la présence des bandits dans la zone.

III. Démocratie et Gouvernance :

L'actualité sociopolitique du mois a été marquée par des travaux de consultations des chefs religieux pour l'ouverture du dialogue inclusif entre les acteurs sociopolitiques.

Depuis plus d'un mois, les leaders religieux sous la conduite du Secrétaire Général Chargé des Affaires Religieuses sont à pied d'œuvre pour l'ouverture du dialogue inclusif entre les acteurs sociopolitiques ayant boycottés les travaux de la première session du cadre de dialogue inter guinéen tenus au mois de novembre 2022.

Il faut rappeler qu'après plusieurs rencontres entre les protagonistes, le point d'achoppement reste sur des préalables posés par les acteurs sociopolitiques. Si les autorités de la transition souhaitent la tenue d'un dialogue sans conditions et ni préalables, les acteurs sociopolitiques quant à eux exigent entre autres : l'abandon des poursuites judiciaires contre les acteurs sociopolitiques, l'ouverture d'un cadre de dialogue franc avec les autorités de la transition placé sous la supervision du médiateur de la CEDEAO et en présence des ambassadeurs du G5 ***(France, UE, USA, ONU, UA)*** comme condition non négociable pour sa participation aux travaux du dialogue politique.

IV. Environnement :

L'actualité environnementale du mois d'avril 2023 a été marquée par la recrudescence des cas d'incendie. Au total sept (07) cas ayant entrainé la mort de cinq (05) personnes dont une femme et 04 enfants ont été enregistré les 04, 06, 14, 17 et 20 avril 2023 dans les localités de

Conakry, Kankan, Dinguiraye, Dalaba, Siguiri et Lola selon nos moniteurs déployés sur le terrain.

Le dernier cas a été signalé dans la journée du jeudi 20 avril 2023 où deux (02) enfants issus d'une même famille ont trouvé la mort, deux 02 autres blessés dans un incendie d'origine inconnu déclaré dans un campement situé dans la sous-préfecture de Laîné, préfecture de Lola.

Sur le plan sanitaire, l'actualité est restée focalisé par l'apparition d'une maladie dont la pathologie demeure pour le moment un mystère. Selon le porte-parole du gouvernement au cours d'un point de presse tenu le jeudi 13 avril, plusieurs pêcheurs artisanaux revenus de la haute mer ont présenté des lésions cutanées avec des brûlures sur la bouche, les mains et les parties génitales. Ils sont au total plus de 50 patients pris en charge à l'hôpital national Donka par les autorités politiques afin d'examiner et comprendre l'origine du phénomène.

V. Femme, paix et sécurité :

La thématique femme paix et sécurité au cours du mois d'avril 2023 a été marquée par la tenue d'une session de formation sur la prévention et la lutte contre des Mutilation Génitale Féminine (MGF).

Dans le cadre de la célébration de la journée internationale ***« Tolérance zéro à l'égard des Mutilations Génitales Féminines »***, le Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a organisé les 03 et 04 avril 2023 dans la salle de réunion de l'institution parlementaire un atelier de renforcement de capacité des membres du Conseil National de la Transition sur les conséquences des Mutilations Génitales Féminines.

Durant les deux (02) jours, les participant-e-s ont été sensibilisés et informés sur les conséquences de cette pratique, la nécessité de son élimination avant de plaider pour le maintien des acquis en termes d'engagements politiques contre les MGF notamment par la reconduction dans la future constitution des dispositions interdisant la pratique des MGF et le mariage d'enfants.

Selon les données publiées à cet effet, représentant 52% de la population, les femmes guinéennes sont confrontées à beaucoup de difficultés découlant des disparités sexistes et des pesanteurs socioculturelles qui ont pour conséquence la persistance des violences basées sur le genre avec un taux d'excision de 80% chez les filles/femmes âgées de 15 à 64 ans et une prévalence de 94,5% de mutilation génitale féminine chez les filles/femmes de 15 à 49 ans et 39% chez les filles de 0 à 14 ans.

VI. Recommandations :

Aux autorités guinéennes :

- Aux Ministères de la Santé et de l'Hygiène Publique, de l'Agriculture et de l'Élevage et celui de la Pêche de l'Aquaculture et de l'Économie Maritime de prendre toutes les mesures nécessaires afin de circonscrire la propagation de la maladie au niveau des différents débarcadères et ports de pêches de Conakry ;
- Aux Ministères de la Sécurité et de la Protection Civile et celui de la Défense Nationale, de renforcer les patrouilles pour la sécurité des personnes et leurs biens sur toute l'étendue du territoire national ;
- Aux autorités judiciaires, de sanctionner les présumés bandits à la hauteur de leur forfaiture ;
- Au premier Ministre, chef de gouvernement de créer un climat de confiance pour continuer les démarches pour le retour des acteurs sociopolitiques au tour de la table pour une sortie heureuse dans la crise que nous traversons ;
- Au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation à travers l'Agence Nationale de Gestion des Urgences et Catastrophes Humanitaires de continuer d'apporter des aides aux populations sinistrées des catastrophes naturelles dans tout le pays.

A la Société civile :

- De multiplier les actions de renforcer des capacités des acteurs communautaires en prévention et gestion des conflits pour plus de cohésion sociale en cette période de transition ;
- Continuer à jouer son rôle d'alerte, de propositions et d'éducation citoyenne ;
- De mener les activités de plaidoyer et de sensibilisation pour promouvoir la paix et le dialogue entre les acteurs politiques pour une transition apaisée et inclusive.

Aux partis politiques :

- Poursuivre l'éducation civique, politique et citoyenne de leurs militants et sympathisants ;
- De renoncer à toute forme d'action tendant à menacer la paix et la quiétude sociale ;
- De continuer la discussion avec les autorités de la transition et d'accepter de revenir à la table pour un dialogue franc et sincère.

Aux populations :

- De rejeter toutes formes de violences tendant à menacer le cours normal de la transition ;
- Promouvoir le dialogue avec les autorités locales et administratives pour la réussite de la transition ;

- De collaborer avec les services de sécurité pour la dénonciation des personnes suspectes dans leurs communautés.

À travers les indicateurs du système d'alerte, le consortium ROSE – WANEP, depuis 3 mois, élabore et diffuse à la fin de chaque mois un bulletin mensuel sur la sécurité humaine afin d'informer les différents acteurs et/ou partenaires et formuler des recommandations à l'endroit des différents décideurs pour une approche de solution aux alertes données.

Ce monitoring mensuel est basé sur des informations collectées sur le terrain par les moniteurs du consortium ROSE et WANEP-GUINEE sous le financement de International Republican Institute